



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3035  
2 octobre 2026  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Prix, salaires, chômage...

# Faire payer le patronat !



À Paris le 29 septembre.



**Nathalie Arthaud**

**Renverser le capitalisme,  
pas le gérer**

Pages 6 et 7

**Lycéens**

**Les raisons  
de la colère**

Page 3

**Espagne**

**Assez du  
mal-logement !**

Page 9

**Élection Présidentielle**

• À la Mutualité  
le 26 septembre 6 et 7

- Réunions publiques avec Nathalie Arthaud 3
- Fêtes de Lutte ouvrière 3

**Leur société**

- 29 septembre : dans la rue pour les salaires 3
- Lycées : la colère s'étend 3
- Sénat : à droite toute 4
- Société générale : les actionnaires se sucent 4
- Medef : la politique dont il ne veut pas 4
- Dette publique : ceux qui la creusent et ceux qui la payent 5
- Bardella antisémite : qui aurait pu prévoir ? 5
- Procès Dati : la main dans le sac Vuitton 5
- Voyage papal : quatre jours de télé Vatican 10
- Milliardaires : nous n'avons pas les mêmes valeurs ! 10
- Le père, le fils et le saint-esprit 10
- Affaire Orélien : polémique loin de la littérature 11
- HLM : victimes de l'austérité budgétaire 11
- LP Arthur-Rimbaud - La Courneuve : mobilisation et intervention policière 11
- Mayotte : la préfecture fabrique des sans-papiers 12
- Migrants : les frontières tuent 12
- Arrêts maladie : la dernière du Medef 12
- Dassault : chasse aux espions 12
- Climat : moins d'actionnaires plus de Canadair ! 16
- Macron : des Rafale au pays de l'or noir 16

**Dans le monde**

- Trump-Xi Jinping : sourires et marchandages 8
- États-Unis : la campagne du Working class party 8
- Espagne : « nous sommes tous Maricarmen » 9
- Deux décrets pour la galerie 9
- Nvidia et l'IA : la folie d'un système 9
- Aide humanitaire : diminution dramatique 16

**Dans les entreprises**

- Brico Dépôt 13
- SNCF Normandie 13
- Garde d'enfants 13
- Dans nos bulletins 13
- Métropole de Grenoble 14
- Schneider Electric 14
- Nos lecteurs écrivent 14
- RER Île-de-France 15
- SFR 15

# Faisons éclater notre colère !

Mardi 29 septembre, une journée de grève était organisée dans la fonction publique. Les pompiers s'y sont donné rendez-vous et des syndicats du privé (chimie, métallurgie...) s'y sont joints.

D'autres appels inspirés des gilets jaunes, comme pour le 17 octobre, circulent. Eh bien, il faut en être car nous ne nous ferons respecter qu'en nous battant le plus unis possible !

La hausse des carburants nous étouffe tous. Certains travailleurs ont remplacé la voiture par la trottinette électrique. D'autres dorment sur le parking de leur entreprise pour faire moins d'allers-retours. On en est déjà tous à réduire nos déplacements au strict minimum.

Et combien va-t-il falloir déboursier pour remplir sa cuve de fioul ? Un salaire et demi, deux salaires ? Les sacrifices ont des limites et nous les avons largement dépassées.

Macron et le gouvernement veulent nous endormir en expliquant que nous n'y pouvons rien parce que nous serions victimes d'une guerre non choisie. Quels menteurs ! La flambée du carburant est décidée et voulue par les compagnies pétrolières qui profitent de la guerre pour spéculer et vendre plus cher. Elles en profitent même pour faire exploser leurs marges de raffinage.

En plafonnant ses prix, TotalEnergies joue au grand seigneur. Mais la major annonce plus de 10 milliards de profits en six mois, 72 % de plus que l'an passé. Preuve qu'elle pourrait parfaitement bloquer ses prix bien plus bas et qu'elle se gave sur notre dos comme les autres. La moindre des choses serait de réquisitionner ces surprofits pour faire baisser le prix à la pompe. Ce serait le seul moyen de stopper ce racket et d'endiguer l'inflation qui se généralise.

Tous les prix augmentent, dans la chimie, la construction, l'alimentation... Les plus grandes entreprises expliquent déjà qu'elles sont obligées de répercuter leurs hausses de coûts sur leurs prix. Et nous salariés, nous serions les seuls, avec les petites entreprises, à devoir subir ce racket ? La seule façon de protéger notre pouvoir d'achat est d'arracher des hausses de salaires pour rattraper l'inflation et d'obtenir leur indexation sur les prix.

Les baisses de taxes ne seraient qu'un jeu de

dupes. Car qui serait censé compenser les pertes pour les caisses de l'État ? Pas les profiteurs actuels, pas les actionnaires qui s'en mettent plein les poches ! Car faire payer le grand patronat n'est pas du tout au programme du gouvernement et même pas de ceux qui, comme Le Pen, plaident pour de telles baisses. Alors, d'une façon ou d'une autre, cela retomberait sur nous.

Il n'y a pas d'autre solution. Il faut, pour l'ensemble du monde du travail, l'indexation de ses revenus sur l'inflation. C'est vital pour nous tous, pour les salariés du privé comme du public. Ça l'est pour les retraités qui ne sont certainement pas des privilégiés. Et ça l'est pour ceux qui sont obligés de vivre d'allocations parce qu'ils ont été licenciés ou parce qu'ils sont handicapés.

Au lieu de cela, le gouvernement prévoit de geler les salaires de la fonction publique au prétexte de la dette. Comme si l'Éducation nationale, les hôpitaux, les collectivités territoriales n'étaient pas déjà les royaumes des bas salaires et des emplois de plus en plus précaires !

Lecornu veut aussi faire payer « les retraités aisés ». Mais il ne s'agit pas de Bernard Arnault. Selon le premier ministre, on commence à être « aisé » avec une pension de 2 000 €. Il fallait oser.

Ce n'est ni aux travailleurs, ni aux retraités, ni aux malades ou aux locataires de payer pour la dette de l'État ! Et ne croyons pas le gouvernement quand il parle « d'efforts partagés ».

Est-ce que les capitalistes acceptent de réduire leurs profits et leurs dividendes parce que les guerres s'étendent et que la crise s'approfondit ? Est-ce qu'ils sont prêts à payer un peu plus d'impôts à cause de la dette ? C'est le contraire, ils veulent toujours plus !

Le grand patronat, les plus riches parasites et assistés du pays imposent leurs intérêts égoïstes à toute la population. Il faut que les femmes et les hommes qui triment dur, et sont indispensables au fonctionnement de la société imposent les leurs.

De meilleurs salaires et pensions et plus de moyens pour les pompiers et les services publics ne sont pas des dépenses mais un progrès pour la société ! Alors, soyons nombreux à les exiger !

Nathalie Arthaud



À Paris, le 29 septembre.

# Journée du 29 septembre : dans la rue pour les salaires

Les fédérations syndicales de fonctionnaires appelaient, mardi 29 septembre, à une journée d'action nationale avec des appels à la grève et 170 rassemblements et manifestations partout en France.

Plusieurs centaines de milliers de manifestants ont répondu à leur manière à la provocation du Premier ministre Lecornu qui avait annoncé une douzaine de jours auparavant le gel du point d'indice, base de calcul du salaire dans le secteur public. C'est la troisième année de suite que les salaires resteraient bloqués, bien que l'inflation les ampute. La CGT a calculé que les salaires ont perdu l'équivalent

de 16 % depuis 2017.

À Paris, en plus des traditionnels cortèges syndicaux, la manifestation a regroupé autour d'un millier de jeunes protestant contre les conditions matérielles déplorables qui règnent dans les établissements scolaires. Ils avaient déjà commencé à se mobiliser dans leurs lycées les jours précédents. Un cortège d'enseignants était également assez fourni.

Des pompiers, venus en

uniforme de tout le pays, manifestaient aussi de leur côté dans Paris avant de rejoindre le défilé syndical. Ils étaient également nombreux à se mobiliser dans une série de villes, comme Le Mans où ils étaient 3 000. Les pompiers protestent contre le manque de moyens que les pouvoirs publics leur attribuent alors que leur rôle est essentiel, comme chacun a pu s'en rendre compte au moment des terribles feux de cet été.

Cette journée de mobilisation ne doit pas rester sans lendemain !

Lucien Déroit



À Vannes, le 29 septembre.



Mobilisation au lycée Jean-Vigo de Millau.

## Lycées : une colère qui s'étend

Partie de banlieue parisienne depuis une dizaine de jours, la contestation des lycéens s'est étendue de Créteil au Blanc-Mesnil, à la Courneuve, à Saint-Denis, à Saint-Ouen.

Elle s'est propagée lundi 28 septembre à 180 lycées de plusieurs régions, du Nord à l'Isère et aux Alpes-maritimes.

Dans ces villes, et notamment leurs quartiers populaires, les mots d'ordre se ressemblent. Les jeunes dénoncent les locaux délabrés, la chaleur dans les classes, les effectifs surchargés, jusqu'à 35 élèves par classe et plus, les emplois du temps à rallonge, avec beaucoup d'heures de trou, et le manque de personnel de toute sorte : professeurs, infirmières, assistantes sociales, surveillants, agents de nettoyage et de restauration sont en sous-effectif. Nombre d'entre eux ont ajouté à la liste, à travers des vidéos percutantes, le mépris qu'ils ressentent parce

qu'ils sont moins bien lotis que les lycéens des beaux quartiers, ou encore le racisme qu'ils subissent.

« Les difficultés rencontrées par certains lycées appellent des réponses concrètes : nous les traitons, établissement par établissement. Elles ne justifient ni les tirs de mortiers, ni les entraves à l'accès aux cours, ni toute forme de violence », a déclaré le ministre de l'Éducation Edouard Geffrey. Mais les jeunes savent par leurs frères et sœurs, leurs amis, lycéens avant eux, que la situation se dégrade depuis des années, et que le gouvernement ne fait rien pour y remédier.

La réaction des autorités a été, partout, de faire intervenir la police de façon brutale, et de nombreux

lycéens ont été gazés, interpellés, dans des quartiers où les jeunes sont déjà confrontés à ses contrôles répétés et agressifs.

Lundi 28 septembre, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, dénonçait la violence aux abords des lycées, pas celle de la police bien sûr. Il en appelait au calme, accusant les élus de La France Insoumise d'instrumentaliser le mouvement. Mais le lendemain, mardi 29 septembre, jour de la grève des enseignants, en guise de réponse, la contestation s'est étendue et plus de 300 lycées, parmi les plus populaires, se sont mobilisés.

On ne peut que partager la révolte que les lycéens expriment. S'ils ne veulent pas que leurs conditions d'études continuent à se dégrader, les jeunes n'ont d'autres choix que d'approfondir leurs mobilisations.

Hélène Comte

## Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

### Saint-Quentin

Mardi 13 octobre à 18h30

Salle Europe  
Rue Henri Barbusse

### Douai

Mercredi 14 octobre à 18h30

Maison des Associations  
Avenue des potiers

### Maubeuge

Jeudi 15 octobre à 18h30

Salle des fêtes de Douzies  
10, avenue Victor-Hugo



## Fêtes de Lutte ouvrière

### Rennes

Samedi 3 octobre

à partir de 15 heures

Débat à 15 heures

avec Nathalie Arthaud

### Creil

Samedi 3 octobre

à partir de 16 heures

Débat à 18 heures

avec Jean-Pierre Mercier

### Reims

Dimanche 4 octobre

à partir de 11 heures

Débat à 15 heures

avec Jean-Pierre Mercier

### Orléans

Samedi 10 octobre

à partir de 14 heures

Débat à 17 heures

avec Jean-Pierre Mercier

### Strasbourg

Samedi 10 octobre

à partir de 15 h 30

Débat à 17 heures

avec Nathalie Arthaud



## Suivez la campagne



- X (@n\_arthaud)
- Instagram (nathalie\_arthaud\_lo)
- Facebook (nathaliearthaud)
- YouTube (n\_arthaud) et
- TikTok (nathaliearthaud)

## Sénat : à droite toute !

**Dimanche 27 septembre, les grands électeurs, maires, conseillers régionaux et une partie des conseillers municipaux, ont voté pour renouveler la moitié des sénateurs.**

Le scrutin reflète, avec retard et amortissement, le glissement de la droite vers l'extrême droite et l'augmentation du nombre d'élus RN aux élections municipales. Le Sénat compte donc désormais une quinzaine d'élus RN, sur 358 sénateurs. Il garde toutefois sa confortable majorité de droite, c'est bien normal car cette institution est « étudiée pour ». Le suffrage indirect

et la surreprésentation des régions rurales sont faits pour conserver, contre vents, marées et poussées à gauche, un sénat réactionnaire, capable de s'opposer à toute loi un tant soit peu progressiste. Depuis 1958 la gauche n'y a été majoritaire qu'entre 2011 et 2014 et, en revanche, les sénateurs ont résisté aux lois sur les droits des femmes, aux impôts sur la fortune, au mariage pour tous, etc.

Le RN considère que cette élection préfigure et annonce celle de Marine Le Pen l'an prochain. Elle a en tout cas été l'occasion d'un signal politique de sa part. La première réaction des dirigeants du RN a été en effet de tendre la main aux sénateurs de droite. La plupart des élus RN l'ayant été à la place de sénateurs de droite bon teint, l'extrême droite explique donc aux 150 ou plus qui subsistent qu'à l'avenir ils garderaient plus sûrement leur place en se rangeant dès aujourd'hui sous sa bannière.

Manifestement Le Pen et ses amis n'ont aucune illusion sur la fermeté politique des sénateurs de droite, aucun doute sur la souplesse morale des leurs et aucune répulsion devant le maquignonnage politique à l'ancienne. Et tout ce beau monde envisage de gouverner ensemble contre les travailleurs, ajoutant aux coups souhaités par le patronat et revendiqués par la droite les divisions et les ignominies voulues par le RN.

**Paul Galois**



Le Sénat.

## Medef : la politique dont il ne veut pas

**Le président du Medef, Patrick Martin, est très inquiet. De la hausse des prix ? Des difficultés des travailleurs pour joindre les deux bouts ? Mais bien sûr que non. Il est inquiet du fait que les syndicats se politisent.**

Jeudi 24 septembre, ce digne représentant des patrons a reproché à deux syndicats, la CFDT et la CGT, de se « politiser à outrance », à cause de ce que leurs dirigeants disent du RN. Au passage, c'était une façon pour lui de rendre la monnaie de sa pièce à Sophie Binet, secrétaire de la CGT, qui a reproché aux patrons de faire la courte échelle au RN. Derrière cette guéguerre des petites phrases, se cache une préoccupation importante et classique des patrons. Non seulement le fait que les travailleurs défendent leurs intérêts les gêne, mais qu'ils le fassent sur le terrain politique les gêne encore plus.

Ces capitalistes qui parlent sans cesse de « démocratie sociale », de « dialogue social » interdisent

strictement aux travailleurs de faire de la politique au sein des entreprises. Un travailleur surpris avec un tract politique ou voulant organiser une réunion politique dans son entreprise peut être licencié pour cela.

Ce n'est pas la question du vote qui inquiète le Medef, tant les patrons savent que quel que soit le résultat des élections, ils continueront à dominer et à diriger toute la société. Ce ne sont pas non plus les discours des responsables syndicaux qui inquiètent le patronat. Mais ils ne veulent pas que les travailleurs parlent de politique, de ce qui serait bon pour eux, de ce qu'il faudrait changer et de qui devrait diriger dans la société.

Les patrons passent leur temps à faire du chantage

pour obtenir des lois allant dans leur sens – sans beaucoup de difficultés d'ailleurs – mais ne veulent pas que les travailleurs se demandent comment peser dans la société. Car le risque est qu'ils se rendent compte qu'ils en ont largement les moyens et pas avec un bout de papier.

Les luttes des travailleurs pourraient imposer des mesures allant dans le sens de l'intérêt général, des mesures qui rognent sur les profits astronomiques des riches capitalistes pour satisfaire les besoins en salaires, en logement, en services publics. Ce serait la seule politique valable pour les travailleurs, qu'ils devraient imposer en menant leur lutte de classe. En même temps les luttes pourraient faire reculer véritablement les idées d'extrême droite, les idées de division. C'est d'une telle politique que le Medef ne veut pas. C'est une raison suffisante pour la défendre !

**Marion Ajar**



## Société générale : les actionnaires se sucent

**Devant une assemblée de financiers internationaux, le patron de la Société générale a présenté, le 21 septembre, son nouveau plan « Horizon 2029 ».**

Il se résume en une réduction accélérée des « coûts » pour garantir des hausses de dividendes aux actionnaires.

En 2025, la banque a réalisé 6 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de 43 % sur 2024. Sur ces 6 milliards, elle a gratifié ses actionnaires de 2,7 milliards de dividendes, auxquels se sont ajoutés 2 autres milliards sous forme de rachats d'actions par l'entreprise, ce qui rapporte encore plus aux actionnaires.

Mais se partager près de 5 milliards d'euros sur un an ne pouvant suffire à des actionnaires avides, la banque s'est engagée à leur verser encore 13 milliards d'euros d'ici à 2029 sous forme de dividendes et autres rachats d'actions, et à leur distribuer 8 milliards d'euros supplémentaires si les objectifs de « poursuite de réduction des coûts » sont atteints.

Quelles seront ces réductions de coûts, le patron de la banque l'indique très clairement : il taillera dans les dépenses informatiques, les

achats et les prestations externes et surtout il entend poursuivre les suppressions de postes. Entre 2022 et 2026, pas moins de 20 000 ont été supprimés, soit 17 % des effectifs du groupe. La direction ne chiffre pas les prochaines saignées prévues d'ici à 2029 mais parle pompeusement « d'attrition naturelle ». Elle espère qu'elles pourront se faire sans difficulté pour elle et ses actionnaires.

On ne voit pourtant pas ce qu'il pourrait y avoir là de naturel, ni pour les travailleurs qui seront privés de leur emploi, ni pour ceux qui paieront le non-remplacement des départs imposés par une augmentation de leur charge de travail et une pression accrue à la productivité. La suppression récente d'un jour de télétravail sur deux en est une preuve supplémentaire.

Ce n'est pas aux salariés de payer le prix de l'augmentation de la « création de valeur », dont seuls profitent leurs exploiters.

**Correspondant LO**



Tours de la Société générale, à La Défense.

## Dette publique : ceux qui la creusent et ceux qui la payent

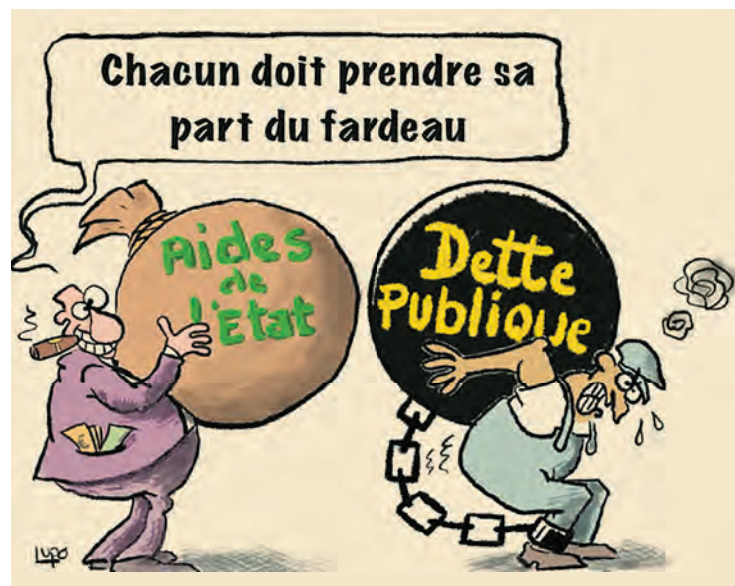
Mardi 29 septembre, l'Insee a annoncé que la dette publique se monte désormais à 3 595,5 milliards d'euros, soit quasiment 120 % du produit intérieur brut, la totalité de la richesse produite dans le pays en une année.

De plus, le gouvernement prévient que non seulement l'endettement va se creuser mais que la charge de la dette, ce que l'État doit verser chaque année aux banques, va monter encore plus vite. La dette coûtera ainsi 91 milliards d'euros aux finances publiques l'an prochain, soit plus que le budget militaire, pourtant chéri du gouvernement et, évidemment, bien plus que l'Éducation nationale, qui ne concerne jamais que 15 millions d'élèves et étudiants.

De l'avis des ministres, de la plupart des candidats à l'élection présidentielle et de la quasi-totalité des économistes distingués et

des journalistes éclairés, les retraites, les prestations sociales, les malades et les handicapés seraient à la source de ce déficit colossal. C'est un mensonge éhonté et une entourloupe comptable que de mélanger les comptes sociaux avec ceux de l'État. Les retraites et la santé sont financées par les cotisations des travailleurs, pas par les comptes publics. Le déficit de ces caisses, quelques centaines de milliards d'euros (à côté de 3 500 !), est largement dû aux exonérations de cotisations patronales offertes par les gouvernements successifs, soit autour de 90 milliards d'euros par an.

En revanche, le sauvetage « quoi qu'il en coûte » du système bancaire, c'est-à-dire des fortunes de ses actionnaires lors de la crise de 2008, a coûté des centaines de milliards. Le soutien aux patrons lors de l'épidémie de Covid en a rajouté quelques centaines d'autres. Et, surtout, le flot continu d'aides, de baisses d'impôts, de dégrèvements divers aux grandes entreprises, soit 270 milliards d'euros chaque année, assèche les finances publiques. De plus, nombre des dépenses de l'État, à commencer par le budget militaire, 60 milliards d'euros en 2026, sont à fonds perdu, en ce sens qu'elles sont totalement improductives et constituent une rente pour quelques marchands de canons sans aucun



bénéfice pour la société, sans rien construire, créer ou préparer.

La dette est détenue par les grandes banques et institutions financières qui exigent des garanties et des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Ainsi, sous la menace d'une faillite ou d'un défaut de paiement, l'État, quel que soit le gouvernement, fera payer la population travailleuse pour honorer auprès des

banques des dettes faites pour arroser les plus grands capitalistes, dont les banques elles-mêmes.

Dans un célèbre western, Clint Eastwood affirme que « le monde se divise en deux, ceux qui creusent et ceux qui ont un pistolet ». Dans le monde de la finance, ce sont les mêmes qui creusent la dette et qui, grâce à leur pistolet, la font payer aux autres.

Paul Galois

## Procès Dati : la main dans le sac Vuitton

Quatre ans de prison, dont deux ferme, et cinq ans d'inéligibilité avec application immédiate ont été requis par le Parquet national financier contre Rachida Dati.

L'ancienne ministre de la Justice de Sarkozy, ex-ministre de la Culture de Macron et candidate de la droite à l'élection municipale à Paris en mars, était jugée devant le tribunal correctionnel de Paris pour « corruption passive » et « trafic d'influence passif » au service de Renault-Nissan. Si le tribunal suit ces réquisitions, elle devra abandonner son poste de maire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris.



Entre 2010 et 2012, alors qu'elle était députée européenne, Rachida Dati a perçu 900 000 euros de Renault-Nissan, censés rémunérer 900 heures de travail dans le cadre d'un contrat d'avocate. N'ayant pas été très productive en documents écrits, elle est accusée d'avoir été payée en réalité pour défendre les intérêts de Renault-Nissan auprès des institutions européennes.

L'affaire fait suite à l'éviction de Carlos Ghosn, alors PDG de Renault-Nissan, victime de règlements de comptes internes. À l'époque, un audit sur ses dépenses avait révélé le contrat avec Dati. La plainte d'un actionnaire en 2019 a lancé l'enquête. Ghosn, lui-même accusé de malversations financières, se trouve actuellement au Liban après une évasion rocambolesque du Japon, où il avait été arrêté.

Dans ce procès, on entrevoit comment des parlementaires, pourtant rémunérés environ 100 000 euros par an, peuvent arrondir grassement leurs fins de mois en servant directement des grands groupes capitalistes.

Des milliers de sociétés et cabinets de juristes sont officiellement inscrits comme lobbyistes auprès des institutions européennes. Mais cette activité est interdite aux députés eux-mêmes.

Qu'un ministre mette son carnet d'adresses au service de Renault, CMA CGM ou une autre grande entreprise est tout à fait commun. De très nombreux responsables politiques se recyclent dans le privé, après avoir quitté leurs fonctions officielles. Mais certains n'ont pas la patience d'attendre, ce qui leur vaut, parfois, de passer en jugement, comme Dati. L'impatience et la cupidité sont mauvaises conseillères.

Lucas Pizet

## Bardella antisémite : qui aurait pu prévoir ?

Des messages relayant les préjugés antisémites les plus basiques, répandus et éculés, ont été exhumés par Médiapart.

Ils sont attribués au président du RN, Jordan Bardella, au temps où il était un jeune militant, pas encore soucieux de diabolisation.

L'ex-futur candidat du parti d'extrême droite à l'élection présidentielle a vivement protesté, parlant de coup monté et d'une « barbouzerie » organisée pour déconsidérer son parti. Ses avocats sont à n'en pas douter à la recherche d'arguments démontrant que Bardella n'est pour rien dans ces messages. Mais en tout cas, ils auront du mal à effacer l'histoire de l'extrême droite qui fut, et reste, le parti historique de l'antisémitisme. Elle fut accompagnée en cela par la droite classique,

par l'Église catholique et, en général, par la bonne société bienpensante de ce pays, y compris les sommets civils et militaires de l'appareil d'État. Ni l'affaire Dreyfus ni la rafle du Vel d'Hiv ne se sont déroulés sur la planète Mars. Ce n'est qu'avec l'intronisation d'Israël, et surtout de son armée, comme meilleurs défenseurs de l'impérialisme autour des champs de pétrole, que l'antisémitisme est passé de mode chez ces gens-là, tout du moins en surface et sans doute provisoirement.

L'antisémitisme de Bardella est en fait tout aussi prévisible que ses déclarations patriotiques, ses diatribes contre l'immigration, sa haine des pauvres et son amour des riches, autant de saletés qui volent en escadrille.

P. G.

Le 26 septembre, à Paris, le meeting de la campagne présidentielle de Nathalie Arthaud a réuni 1 400 participants. Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud y ont pris la parole et on trouvera ci-dessous des extraits de leurs interventions.



## Jean-Pierre Mercier : “faire face à l’arrogance de la bourgeoisie !”

Aujourd’hui, quand on fait le plein d’essence, on se vide les poches, on se fait saigner [...]. La hausse des tarifs de l’énergie se répercute dans toute l’économie. La seule façon de nous protéger de l’inflation généralisée, c’est que les salaires, les allocations, les pensions de retraite augmentent et rattrapent l’augmentation des prix. Alors, nous devons revendiquer une augmentation massive des salaires et des pensions avec un salaire minimum de 2 200 euros net par mois ! Et, pour se protéger de l’inflation, il faut imposer que les salaires, les allocations et les pensions suivent la hausse réelle des prix ! [...]

### Les risques pour les travailleurs, les profits pour les patrons

Il est insupportable d’entendre le grand patronat pleurer, comme le dirigeant du Medef, Patrick Martin, qui ose affirmer : « On a atteint le seuil de douleur. » À écouter le dirigeant du Medef, ils prennent des risques en créant des richesses. C’est un mensonge ! Ceux qui prennent des risques, c’est nous, les travailleurs, qui risquons notre vie et notre santé. C’est nous que le travail démolit avec, souvent, au bout, le prix du sang.

À Stellantis, à Poissy, où je travaille, cette semaine, lors de travaux de démontage d’une presse, un ouvrier a chuté et s’est retrouvé coincé par un vérin hydraulique de huit tonnes.

Alors qu’il hurlait de douleur, les secours ont mis deux heures pour le désincarcérer. Transporté à l’hôpital en urgence absolue, il a dû être amputé d’une jambe et d’autres séquelles sont sans doute à venir. À l’âge de 35 ans, il restera handicapé à vie. Ces risques-là, aucun patron ne les prend et il faudra s’en souvenir quand la colère sociale explosera ! Ni oubli ni pardon !

Le patron du Medef, lui, a hérité de l’entreprise de papa, qui lui-même l’avait héritée de grand-papa... Il est entré dans l’entreprise familiale « *par la petite porte* », raconte-t-il. Comme ouvrier ? Bien sûr que non. En prenant la direction d’une usine du groupe. Aujourd’hui, il est à la 387<sup>e</sup> place au classement des 500 plus grandes fortunes du pays. Son héritage et sa fortune, il les doit à l’exploitation de plusieurs générations de travailleurs !

Et ces grands patrons ont le culot de se présenter comme des « créateurs d’emplois », des entrepreneurs. Créateurs d’emplois, vraiment ? Alors qu’ils continuent à licencier à tour de bras, jetant au chômage des dizaines de milliers de travailleurs, ruinant des régions entières [...]

Partout le patronat est à l’offensive. Des millions de travailleurs s’esquintent la santé à suivre des cadences qui augmentent, à effectuer le travail pour deux, tandis que des millions d’autres sont condamnés au chômage, aux emplois précaires. Pour sauver

notre peau, il n’y aura pas d’autre solution que de se battre pour imposer la répartition du travail entre tous et l’embauche massive des chômeurs. Aucun travailleur ne doit être privé de son salaire !

### La dette de l’État n’est pas celle des travailleurs

Le gouvernement a annoncé qu’il voulait faire 54 milliards d’économies dans son budget 2027. Tous ses ministres et porte-parole, relayés par une campagne médiatique incessante, répètent en boucle que les caisses de l’État sont vides, qu’il y a une dette de plus de 1 300 milliards d’euros à payer... Est-ce que cette dette empêche le gouvernement d’augmenter le budget de l’armée ? Non. Est-ce qu’il se propose de prendre dans les milliards de cadeaux patronaux ? Non plus. Non, c’est aux travailleurs, aux classes populaires, aux plus pauvres que le gouvernement demande de payer ! [...] Mais comme si cette dette était la nôtre ! Les travailleurs n’ont pas à payer une dette dont ils ne sont pas responsables. Nous, on a assez payé comme ça, c’est aux milliardaires, aux capitalistes de payer ! Cet été, les principaux groupes du CAC 40 ont annoncé des profits de 74 milliards d’euros pour les six premiers mois de l’année, une progression de 40 % sur un an. Entre avril et juin, en trois mois, 61 milliards d’euros ont

été reversés en dividendes aux actionnaires. Les actionnaires français du CAC 40 sont les champions d’Europe du versement de dividendes [...].

### À l’offensive patronale et gouvernementale, opposer la force des travailleurs

Quand le grand patronat parle du « coût du travail », c’est pour masquer que les travailleurs lui rapportent, qu’il n’y aurait pas les profits, les dividendes versés aux actionnaires sans le travail de dizaines de millions de femmes et d’hommes. C’est pour masquer l’exploitation. [...] Ceux qui sont utiles, indispensables, ce sont les travailleurs. Alors ils doivent l’affirmer, en être fiers, et opposer cette fierté ouvrière à l’arrogance de la bourgeoisie, qui n’est qu’une classe d’exploiteurs qui accapare la richesse créée par la classe des travailleurs ! [...]

Le patronat et ses représentants de tout poil nous parlent régulièrement des cotisations sociales. Ces « charges », car c’est ainsi qu’ils en parlent, seraient trop lourdes. Les porte-parole patronaux répètent qu’il faudrait « *rapprocher le salaire brut du salaire net* », en faisant croire ainsi aux travailleurs que leur salaire pourrait augmenter de cette façon. Là encore, les patrons mentent comme des arracheurs de dents ! Ces cotisations sociales, elles servent à financer l’assurance maladie, l’assurance chômage,



la retraite et, pour ce qui nous concerne, nous les payons entièrement, contrairement aux patrons, qui ne paient quasiment plus rien [...].

Les caisses des familles bourgeoises débordent d’argent. Ces profits, c’est notre travail qui les a produits. Le but des capitalistes, ce n’est pas de produire des voitures, des yaourts ou des sacs à main, même quand ce sont des sacs Vuitton. Pour les capitalistes, les travailleurs sont là pour produire leurs profits. Et n’importe quel patron le sait d’instinct : à partir du moment où un salarié franchit le seuil de son entreprise, à partir du début de la journée de travail, chaque minute, chaque seconde qui n’est pas employée à suer du profit, c’est du temps gâché.

Tous les jours de l’année, le patronat nous fait la guerre pour intensifier l’exploitation. Il mène sa lutte de classe. Eh bien, du côté des travailleurs, nous devons mener la nôtre, pour défendre nos intérêts de travailleurs, sous peine de nous faire écraser [...]. La seule guerre que les travailleurs doivent mener, c’est la guerre contre leurs exploiters, les capitalistes !

Nathalie Arthaud :

## “renverser le capitalisme et non le gérer”



Je suis candidate pour faire entendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs et affirmer qu'ils représentent une force dans la société, une force irrésistible quand ils décident de se battre. Je suis candidate pour dire que le camp des travailleurs n'a pas besoin de promesses électorales, il a besoin de se mettre en ordre de bataille !

Beaucoup se posent déjà la question du vote utile. Alors, je rappelle qu'il n'y a jamais rien eu de plus utile et de plus efficace que les luttes collectives, les grèves, les manifestations de masse pour faire reculer l'exploitation. Contre les journées de travail de 14 heures, le travail des enfants et l'arbitraire patronal, il n'y a rien eu de plus utile que l'organisation des travailleurs en mutuelles, en syndicats et en partis politiques. Contre la barbarie de la colonisation, de l'impérialisme et des guerres, il n'y a rien eu de plus décisif que la révolte des peuples prêts à disputer le pouvoir à leurs oppresseurs et à leur État.

### Le véritable pouvoir n'est pas à l'Élysée

Notre vie ne dépend pas du cirque électoral. Elle ne dépend pas de la lutte des places qui se joue entre la gauche, la droite et l'extrême droite. Elle dépend de la lutte de classe, des combats que le monde du travail mènera non seulement pour se défendre, mais pour mettre la classe capitaliste hors d'état de nuire [...]. Les

vrais maîtres de la société sont ceux qui tiennent les cordons de la bourse. C'est la classe capitaliste, cette minorité de grands bourgeois qui concentre entre ses mains des milliards de capitaux [...].

Le président de la République a le pouvoir de nous imposer, à nous travailleuses et travailleurs, toujours plus d'obligations, de contraintes et de privations... Mais c'est le pouvoir d'un majordome qui peut en faire baver aux serveurs de la maisonnée, aux femmes de ménage, aux valets de chambre, aux cuisiniers, au chauffeur de Madame... C'est le pouvoir que lui délègue son maître pour gérer ses affaires. Voilà celui que nous sommes censés élire demain : un majordome du grand capital, un grand serviteur certes, mais un serviteur quand même ! [...]

### La bourgeoisie au pouvoir, c'est l'irresponsabilité au pouvoir

Le pouvoir de la bourgeoisie, c'est la lutte de classe menée contre les travailleurs de toute la planète. Et c'est un pouvoir destructeur et criminel. Les extraordinaires richesses, les capacités productives inédites, les innovations et le progrès côtoient le dénuement absolu, les femmes, les hommes, les enfants à la rue, les millions de jeunes qui n'apprendront jamais à lire et écrire [...].

Depuis 1945 il n'y a pas eu une année sans guerre.

Au Soudan, en Somalie, au Rwanda, en RDC plusieurs générations n'ont connu que la guerre, les morts au quotidien, les déplacements, les camps... La guerre que mène Israël contre les Palestiniens est une guerre de cent ans. En Ukraine, la guerre a démarré avec les affrontements dans le Donbass en 2014, il y a déjà douze ans. Et nous sommes loin d'en voir la fin [...].

Pour l'instant, la Chine essaye de se tenir éloignée de tous ces théâtres de guerre. Ni elle ni les États-Unis ne semblent prêts à s'affronter dans ce qui finirait de transformer l'état actuel de guerre larvée en une troisième guerre mondiale. Mais jusqu'à quand ?

Pour l'heure, ici en France, nous échappons encore aux affrontements. Mais l'idée de la guerre s'installe. Macron le dit sur tous les tons : « La Russie nous mène déjà la guerre. » Ce serait une guerre hybride,

une guerre d'ingérence, de manipulation de l'opinion et de cyberattaques... mais il nous met dans la tête que nous sommes en guerre avec la Russie de Poutine. Et la plupart des dirigeants politiques et quasiment tous les journalistes renchérrissent en répétant à l'envi que l'agresseur est Poutine, et qu'il est normal de livrer de plus en plus d'armes à l'Ukraine pour l'aider à se défendre.

Mais si la France intervient de plus en plus dans cette guerre, si l'armée déploie des avions de combat dans le ciel des pays baltes, si elle livre des missiles et des canons, ce n'est pas « pour aider l'Ukraine ». C'est pour aider Dassault, Thales, Safran et MBDA à promouvoir leur arsenal et à remplir leur carnet de commandes. C'est pour permettre au Crédit agricole et à la BNP de faire main basse sur des secteurs économiques ukrainiens, à commencer par l'agriculture. C'est pour garantir que Bouygues ou Vinci auront leur part dans les futurs chantiers de reconstruction. Pour ces grands groupes français, la guerre en Ukraine est aussi un marché et une immense opportunité.

L'Ukraine est une proie, pas seulement pour Poutine, mais aussi pour les impérialistes occidentaux et c'est pour cela qu'elle a été plongée dans cet enfer d'une guerre fratricide [...].

À toutes ces guerres perpétrées pour les intérêts des capitalistes, il faut opposer l'appel de Karl Marx et de l'Internationale : travailleurs de tous les pays,

unissons-nous ! Et refusons d'être la chair à canon pour les profits des capitalistes !

### Exprimer et conforter la conscience de classe

Dans cette campagne nous affirmerons que tout est lié, la lutte pour notre pouvoir d'achat, nos retraites, nos salaires, la lutte contre la montée de l'extrême droite, la crise climatique et les guerres. Et nous dirons que seuls les femmes et les hommes du camp des travailleurs peuvent réellement la mener [...]. Nous partirons des besoins et des intérêts des travailleurs, nous exprimerons et conforterons la conscience de classe. Nous tracerons une politique. Pas une politique pour la France, qui est en fait toujours une politique pour le grand patronat, une politique pour les travailleurs, pour les exploités, pour les opprimés quelles que soient bien sûr leur origine et leur couleur de peau [...].

Nous avons toutes les raisons d'avoir confiance dans l'avenir et dans notre classe ! Car les travailleurs ne resteront pas éternellement à subir, à encaisser les coups, à se laisser diviser. Ils retrouveront le chemin des luttes. Et, ce jour-là, toutes les idées que nous aurons semées, toutes les discussions que nous aurons eues, tous les liens que nous aurons tissés prendront une tout autre force. Alors pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, rejoignez-nous dans cette campagne ! Venez avec votre révolte, votre énergie et votre envie de changer le monde !



Retrouvez l'intégralité du meeting sur le site de Lutte ouvrière :  
<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/multimedia/rubrique/meetings-51886.html>

## Trump-Xi Jinping : sourires et marchandages

Loin des insultes qu'il proférait à l'égard de la Chine il y a un peu plus d'un an, Donald Trump a reçu Xi Jinping en grande pompe à Washington entre le 23 et le 25 septembre.

La mise en scène trumpienne, soigneusement calculée pour les télévisions américaines, n'a cependant pas effacé la rivalité entre les deux puissances. Ainsi, entre le dîner de gala et la visite du chantier de la salle de bal de Trump en compagnie d'une brochette de grands patrons américains, États-Unis et Chine ont renégocié les tarifs douaniers et discuté de leurs positions respectives autour de l'Iran et de Taïwan.

Si Trump a soigné la mise en scène, c'est surtout pour pouvoir afficher auprès de son électorat au moins une réussite sur le plan international. Alors que les élections de mi-mandat approchent, son camp est en mauvaise position : la guerre contre l'Iran, impopulaire aux États-Unis, se prolonge, alors que les prix des carburants sur le sol

américain s'envolent. Briller auprès de son électorat en montrant qu'il a réussi à pacifier la relation sino-américaine, qu'il avait lui-même envenimée, était sans aucun doute l'objectif.

Dans les coulisses, les deux puissances ont renégocié les taxes douanières qu'elles s'infligent l'une l'autre. Elles étaient montées en avril 2025 jusqu'à 145 % côté américain et 125 % côté chinois. Alors que la Chine rendait coup pour coup et que les intérêts de nombreuses entreprises américaines étaient mis à mal par de telles taxes, les États-Unis ont fait redescendre la pression il y a un peu plus d'un an maintenant, avec des tarifs de 30 % sur les importations de produits chinois, la Chine imposant à 10 % les importations de produits américains. Cependant,

signe que la relation entre les deux puissances est toujours une question de rapport de force, cette trêve n'a été prolongée que de deux mois, les États-Unis préférant conserver un moyen de pression.

En recevant Xi avec faste, Trump a voulu aussi démontrer qu'il fait tout pour débloquer la situation au Moyen-Orient et ainsi faire baisser les prix des carburants. Depuis le début de la guerre américaine contre l'Iran, la Chine n'a pas cessé d'acheter du pétrole ni de soutenir l'économie iranienne, malgré l'embargo américain, malgré les sanctions américaines contre les entreprises chinoises. En répondant

maintenant favorablement à la « stabilité stratégique » de Xi Jinping, Trump laisse entendre qu'il compte sur ses bonnes relations avec Pékin pour que la Chine fasse elle-même pression sur l'Iran et sur les Houthis pour qu'ils laissent au moins passer les pétroliers par le canal de Suez.

L'avenir dira si cette politique est réaliste mais, pour la rendre crédible, l'impérialisme américain se sert de Taïwan comme monnaie d'échange. Alors qu'il arme l'île depuis toujours et qu'il vient de lui vendre pour 11 milliards de matériel militaire, Trump vient de suspendre – et non

d'annuler – un contrat avec Taïwan de 14 milliards de dollars d'armement. C'est sans doute opportun au moment où il demande à Pékin une aide au Moyen-Orient. Mais Taïwan, que les États-Unis ont aidé à se séparer de la Chine en 1949, reste pour eux un puissant moyen de pression qu'ils utilisent et utiliseront le plus longtemps possible contre Pékin.

Depuis la guerre commerciale d'il y a un an, les priorités américaines ont changé. Mais, dans le fond, les États-Unis considèrent toujours la Chine comme leur rival systémique, à contenir. Cela n'empêche pas les accolades.

**Serge Benham**



Le 24 septembre, dîner à la Maison Blanche.

## États-Unis : la campagne du Working Class Party

Le 3 novembre, lors des élections de mi-mandat, les 435 représentants du Congrès fédéral et 35 des 100 sénateurs seront renouvelés, tout comme deux tiers des gouverneurs des États et des milliers d'élus dans les 50 États, les comtés et les mairies.

Les électeurs sont également appelés à se prononcer dans un certain nombre de référendums organisés localement sur des questions diverses.

Au niveau fédéral, un des enjeux est de savoir si les républicains vont garder la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. Trump s'est rendu impopulaire avec la guerre menée contre l'Iran et la hausse des prix qui en découle, en particulier des carburants ; avec la bataille commerciale avec le Canada et le reste du monde, et avec ses obsessions puériles, comme cette construction d'une immense salle de bal à la Maison Blanche.

Républicains au pouvoir et Démocrates dans l'opposition sont cependant d'accord sur l'essentiel. Et, dans cette compétition électorale, où le principal affrontement

oppose donc des gestionnaires des affaires de la bourgeoisie, une campagne détonne, celle du Working Class Party, le WCP ou Parti de la classe travailleuse. Depuis une décennie, il a présenté des candidats, d'abord dans le Michigan, puis dans l'Illinois, le Maryland et en Californie. À chaque fois, pour être en lice, il doit surmonter d'importantes difficultés institutionnelles, notamment la collecte de milliers, voire de dizaines de milliers de parrainages citoyens, obtenus au prix de la multiplication des activités devant les centres commerciaux, aux portes des entreprises ou sur les marchés.

Dans le Maryland, sur la côte Est, le WCP présente quatre candidats, dont une au poste de gouverneur. Dans l'Illinois, à Chicago, il en présente deux. Dans le



Les candidats du WCP lors d'une précédente élection en 2022 dans le Michigan.

Michigan, il présente vingt candidats, dont huit pour le Congrès fédéral, et douze autres pour des postes dans l'État. Un candidat indépendant se présente également sur le programme du WCP à Los Angeles, en Californie. Ce sont autant de candidats travailleurs : à Chicago, Jordan Villas est livreur pour FedEx ; dans le Maryland, Cathy White est ouvrière dans une usine de photos ; à Los Angeles, Juan Rey est

mécanicien aux chemins de fer ; à Detroit, Andrea Kirby est employée dans un groupe d'assurance médicale, etc.

Ces candidats tiennent à affirmer qu'aucun des deux grands partis, les démocrates pas plus que les républicains, ne représente les travailleurs, qui doivent avoir leur propre parti. Ils disent que l'argent doit aller aux salaires, aux retraites, aux allocations pour les handicapés, à l'éducation

et aux services utiles à la population, et non aux milliardaires de la Silicon Valley et d'ailleurs. Ils s'opposent à la guerre menée de façon directe ou indirecte en Iran, au Moyen-Orient, en Afrique ou en Ukraine ; ils fustigent la guerre commerciale avec le Canada. Ils dénoncent les attaques terribles contre les immigrés, qui prennent soin des patients dans les maisons de retraite ou travaillent sur les chantiers de construction, et sont pourchassés par la police fédérale ICE.

Il est peu probable que des candidats du WCP soient élus, et leur présence est très minoritaire à l'échelle de cet immense pays. Mais elle montre que, dans la citadelle même de l'impérialisme, des travailleurs, des militants, combattent le capitalisme et proposent une perspective de classe au monde du travail.

**Michel Bondelet**

Nos lecteurs peuvent suivre leur campagne sur Internet <https://www.workingclassfight.com/>

# Espagne : “Nous sommes tous Maricarmen”

À Madrid, mardi 23 septembre, l'expulsion d'une octogénaire de son logement, à grand renfort d'intimidation policière, a suscité une vague d'indignation réunissant en quelques jours des centaines de milliers de manifestants et débouchant sur une occupation de la place centrale, la Puerta del Sol.

Maricarmen Abascal, 87 ans, expulsée de l'appartement où elle vivait depuis 70 ans et dont l'entreprise propriétaire a augmenté le loyer de plus de 200 %, est devenue un symbole de la violence et de l'acharnement de la spéculation immobilière qui chasse les familles populaires des grandes villes, où il faut parfois consacrer deux tiers de son salaire à se loger. C'était la quatrième tentative, les autres ayant échoué devant la mobilisation organisée principalement par le Syndicat des locataires de Madrid. Après un rassemblement de 500 personnes la veille de l'expulsion, à l'issue duquel des protestataires ont été brutalisés par la police, une vague de manifestations a parcouru les grandes villes. Des familles populaires, des jeunes, des personnes âgées, tous se reconnaissent dans l'histoire de Maricarmen car l'explosion des loyers depuis des années les plonge dans la pauvreté et les ramène aux pires angoisses de la crise immobilière des années 2000.

Comme à l'époque, les coups pleuvent sur les travailleurs tandis que la corruption et la spéculation s'étalent aux yeux de tous. Au moment de l'expulsion de Maricarmen se tenait à quelques encablures un salon international de l'immobilier, inauguré par la présidente de la communauté de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, elle-même mise en cause pour plusieurs tripatouillages impliquant l'achat et l'usufruit de luxueux appartements dans la capitale. L'application de la politique du logement étant une compétence régionale, le cynisme de la présidente de droite, qui a ironisé sur la situation de cette dame, a particulièrement scandalisé.

La colère a donc débordé et, dès dimanche soir 27 septembre, la protestation de milliers de personnes prenait la forme d'une occupation de la Puerta del Sol, où se trouve le siège du gouvernement régional. Cette occupation, l'installation de tentes et l'organisation collective, peuvent

rappeler le mouvement des Indignés de 2011 ; le premier objectif des occupants était déjà de faire pression sur le gouvernement pour que le décret anti-expulsions qui dormait dans un tiroir soit promulgué d'urgence.

La mobilisation pouvait arracher un geste à ce gouvernement de gauche, qui s'est jusqu'ici caché derrière la décentralisation et le blocage parlementaire pour justifier son inaction. Rien d'étonnant de la part d'un Pedro Sanchez qui répétait jusqu'à récemment à qui voulait l'entendre que le logement est un marché, et qui n'a pas hésité à envoyer la police nationale pour encadrer l'expulsion afin de faire respecter le droit de propriété. Or c'est à la propriété des immeubles et des capitaux qu'il

## Deux décrets pour la galerie

L'ampleur et la rapidité de la mobilisation ont finalement obligé le gouvernement Sanchez à émettre deux décrets d'urgence. Ils devraient suspendre les expulsions jusqu'en 2030, réglementer les locations touristiques, interdire les achats par des « fonds vautours » jusqu'en 2028 et prolonger les locations en cours. Enfin ils



Puerta del Sol, dimanche 27 septembre.

faut s'attaquer pour résoudre le problème du logement, en Espagne comme ailleurs.

Comme l'a dit Maricarmen elle-même aux manifestants venus la soutenir : « On voit

que ces gens feraient n'importe quoi pour de l'argent. Je vous en prie, luttiez, ne restez pas chez vous. Nous avons le droit de vivre. »

Laura Samos

devraient introduire le renouvellement automatique du bail, la tacite reconduction n'existant pas dans l'Espagne actuelle.

Ces décrets doivent encore être votés vendredi 2 octobre par le Parlement, où Sanchez n'a pas de majorité stable, ce qui lui avait déjà fourni en avril dernier un prétexte bien commode

à l'inaction sur le même sujet. Mais même votés et promulgués, ils n'entameront en rien la toute-puissance des capitalistes de l'immobilier et des banques. Ils pourraient surtout servir à faire patienter... à moins que les milliers de manifestants ne se satisfassent pas de cet affichage !

L. S.

## Nvidia et l'IA : la folie d'un système

Nvidia, le principal fabricant de microprocesseurs et autres composants électroniques, dont la capitalisation boursière dépasse les 5 500 milliards de dollars, vient d'annoncer un programme de rachat de ses propres actions pour un montant de 235 milliards de dollars.

Racheter ses propres actions pour les détruire permet à une entreprise de faire monter la valeur de celles qui restent pour les rendre plus attirantes sur le marché, tout en offrant un pactole à ses actionnaires. Ainsi, ceux de Nvidia vont empocher, sans rien faire, la moitié du budget de la France. Une telle opération est possible parce que Nvidia voit affluer vers sa trésorerie des milliards de dollars de commandes de puces électroniques

destinées aux datacenters qui se construisent partout dans le monde pour alimenter l'IA en données numériques de toutes sortes. L'opération annoncée a pour but principal de rassurer les marchés financiers en leur montrant que Jensen Huang, le patron de Nvidia, a une totale confiance dans l'avenir.

Tout est fou dans ces chiffres et ces décisions prises par une poignée de milliardaires. La capitalisation boursière de Nvidia

ne résulte pas de ses actifs, ses usines avec les machines à l'intérieur ou la valeur de ses stocks. Son chiffre d'affaires, même s'il ne cesse de grossir, est de l'ordre de 130 milliards de dollars, quarante fois moins que la valeur totale des actions Nvidia. Cette capitalisation délirante résulte de la spéculation, c'est-à-dire des espoirs de profits que le secteur de l'IA représente pour les financiers du monde entier. Les capitaux qui se dirigent vers ce secteur forment une immense bulle spéculative qui pourrait éclater à n'importe quel moment.

Les entreprises liées à l'IA, Nvidia, Google, Microsoft, Amazon, OpenAI et quelques autres, aspirent

littéralement les capitaux venus du monde entier. Ces capitaux manquent ailleurs. Ils manquent évidemment pour construire les infrastructures utiles à la population, pour développer l'agriculture ou le transport dans des pays pauvres, pour construire et faire fonctionner des hôpitaux, des écoles. Ils manquent pour d'autres secteurs de l'économie, profitables mais moins lucratifs que la spéculation sur l'IA. Mais ils manquent aussi pour financer la dette des États. Comme l'indiquait fin août le journal *Le Monde* : « Les investissements colossaux dans l'intelligence artificielle alimentent une hausse des taux d'intérêt sur le marché de la dette. »



Ainsi les mesures d'austérité imposées à tous les peuples sous prétexte de réduire la dette ont pour cause directe l'enrichissement éhonté d'une poignée de spéculateurs devenus milliardaires, c'est-à-dire mille fois milliardaires.

Xavier Lachau

## Voyage papal : quatre jours de télé Vatican

Rarement prière de rue n'aura eu aussi bonne presse que les pérégrinations de Robert Francis Prevost, alias Léon XIV. Ses moindres gestes, ses moindres paroles ont été saisis, loués et diffusés dans tous les médias sans interruption durant quatre jours.

Revêtant le costume de chantre de l'humanisme et d'apôtre de la paix, le pape a ainsi prêché l'amour de son prochain devant Le Pen, Bardella, Attal, Philippe, venus assister à la messe place de la Concorde. Ne voulant pas être en reste, Macron a finalement participé à une messe à Metz, après avoir pourtant expliqué que le respect de la laïcité le lui interdisait.

L'empathie et la compassion professées par le pontife ne l'ont pas détourné du chemin tracé depuis toujours par l'Église, celui-ci dénonçant le droit à l'avortement ou la possibilité donnée à des malades en fin de vie de pouvoir abrégier leurs souffrances, de la façon qu'ils jugent la plus digne.

Si le pape a reçu sept victimes de violences sexuelles dans l'Église, il a ensuite

tenu, dans son avion de retour vers Rome, à se démarquer du discours de certaines d'entre elles, qui avaient eu le malheur de s'imaginer que le pape avait reconnu le caractère « systémique » de ces violences dans l'Église.

La Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) a pourtant évalué le nombre de victimes entre 1950 et 2020 à 330 000. Un prêtre qui devait commenter à la radio la visite du pape à Metz a disparu de l'affiche au dernier moment après que *Le Canard enchaîné* eut révélé sa



En balade à Paris.

condamnation pour détention d'images pédopornographiques. Envoyé au Vatican après son arrestation, il y avait obtenu un master en communication à l'université pontificale grégorienne et était revenu comme responsable d'un blog et de la radio du diocèse.

Il reste à espérer que bien des jeunes et des moins jeunes qui ont pu se sentir touchés par les paroles

de paix et de tolérance diffusées à l'occasion du passage du pape rencontrent d'autres idées.

Donner corps à leur aspiration à une société juste et fraternelle en demande d'autres que l'hypocrisie millénaire et obscurantiste de l'Église et de ses hommes de pouvoir qui prêchent la pauvreté du haut de leurs palais.

Sacha Kami

## Milliardaires : nous n'avons pas les mêmes valeurs !

Jeudi 24 septembre, Bernard Arnault flanqué de son rejeton étaient les seuls invités européens au dîner donné par Trump à la Maison Blanche pour la venue de Xi Jinping.

Rassurons-nous : Bernard Arnault ne devait pas se sentir en terrain inconnu puisqu'il a rejoint le gratin industriel, financier et politique.

Outre les responsables politiques américains, les représentants d'Apple, Google, Open AI, Microsoft, Nvidia, Amazon, Zoom, etc., faisaient partie des convives. Ceux de la finance ne

manquaient pas à l'appel : Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Visa, BlackRock, Mastercard. Elon Musk était là, avec les dirigeants de Boeing, de Pfizer, de General Motors. Ainsi que celui d'ExxonMobil, qui se frotte les mains des hausses du prix des carburants, et son comparse de Lockheed Martin qui, lui, se frotte les mains des ventes d'armes. Tous doivent espérer pouvoir faire des affaires mirobolantes dans ce vaste marché que représente la Chine.

Arnault père et fils étaient donc bien parmi les leurs : ceux qui exploitent le travail de toute la planète, la ravagent avec leurs crises financières, leur spéculation et la détruisent encore plus sûrement avec leurs guerres.

Ils ont donné le spectacle des véritables frontières qui existent dans le monde. D'un côté une poignée de capitalistes et des responsables politiques à leur service. De l'autre... le reste de l'humanité.

Marion Ajar

## Le père, le fils et le saint esprit

Après leurs agapes étatsuniennes, les Arnault ont filé à Paris, pour assister, le lendemain, en bonne place, à la messe du Pape en plein air à la Concorde.

Une pensée pour les pauvres de la part de l'homme le plus riche de France, une autre pour la paix dans le monde après avoir festoyé avec des marchands de canons, deux, trois *Ave Maria* et ils ont pu enfin se reposer de tous

ces déplacements, lesquels étaient évidemment effectués en jet privé. Bien que Bernard Arnault ait vendu le sien cette année pour faire taire les critiques, il continue à voyager ainsi, mais en passant anonymement par une agence de location.

Avec tout ça, espérons qu'ils n'ont pas oublié de prier pour le climat !

M.A.



## IVG : un droit menacé

Deux ans après l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution, une enquête du Planning familial révèle comment l'accès à ce droit s'est dégradé, à la fois du fait de la détérioration du système de santé et des pressions réactionnaires, même si 86% de la population approuvent la légalisation de l'IVG.

Faute d'infrastructures médicales à proximité, 20% des femmes sont obligées de changer de département pour réaliser une IVG ; la fermeture de services hospitaliers ou de centres médicaux allonge le délai pour obtenir un rendez-vous et rend impossible le libre

choix entre méthode médicamenteuse et méthode chirurgicale, comme prévu par la loi. Le refus de certains médecins d'accompagner une patiente pour l'intervention est passé de 27% à 50% en deux ans et l'information est souvent tributaire de la débrouille individuelle.

Bien des femmes ont témoigné auprès de centres du Planning familial de leur difficulté à résister aux pressions de leur entourage et de leur volonté d'obtenir des renseignements fiables en échappant aux prétendus sites sur les réseaux sociaux qui, sous prétexte d'information, distillent en contrebande

ou ouvertement les « conseils » culpabilisants des réactionnaires natalistes.

Le Planning familial réclame la suppression de la clause de conscience des médecins spécifique à l'IVG. Il réclame, à juste titre, un allongement du délai légal pour pratiquer une IVG de 14 à 22 semaines comme dans d'autres pays européens, tout en sachant que, la réaction s'amplifiant, le droit à l'avortement sera attaqué « non par la loi mais par l'accès ». Pour cela, la mobilisation des femmes, et des hommes, sera nécessaire, une fois de plus, pour défendre le droit de choisir sa vie.

Sylvie Maréchal

## Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 258 (septembre-octobre 2026)

- Présidentielle 2027
- La guerre en Ukraine
- Israël-Palestine
- Espagne, la gauche au gouvernement
- Cuba étranglée par l'impérialisme
- 80 ans de départementalisation
- 1918-1923 : l'Allemagne en révolution
- La Voie de Lénine

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



## Affaire Orélien : une polémique loin de la littérature

Thélyson Orélien, auteur québécois d'origine haïtienne, est accusé d'avoir utilisé l'IA pour rédiger son roman *C'était ça ou mourir*. La polémique et les doutes ont abouti à son retrait de la liste des livres sélectionnés pour le prix Goncourt.

*C'était ça ou mourir* raconte le périple d'un enseignant qui fuit Haïti et les gangs qui contrôlent sa capitale, Port-au-Prince. Comme des dizaines de milliers de migrants sans papiers et sans argent, il traverse clandestinement la moitié de l'Amérique avant d'arriver au Québec. Que ce roman, à la fois dur, nuancé et touchant, ait été rédigé avec l'aide de l'IA ou non, il ne pourrait exister sans que nombre de femmes et d'hommes, bien réels, aient vécu les tribulations à travers les frontières racontées dans le livre et en aient témoigné. Le roman a le mérite de rendre, avec subtilité, leur humanité à ces parias.

Le recours à l'IA atteint désormais la littérature, la

musique et d'autres arts, après de nombreux domaines. Qu'on déplore cette évolution ou qu'on se contente de la constater, tout indique que ceux qui ont fait campagne contre Thélyson Orélien étaient motivés, bien plus que par la défense de la littérature, par la volonté de discréditer un roman écrit par un Haïtien relatant le parcours de migrants. Ainsi le site « Balance ton Claude », du nom de l'assistant IA d'Anthropic, a été créé par le journaliste du *Figaro* Samuel Fitoussi. L'information a été relayée par *Valeurs actuelles* et *Cnews*, deux médias d'extrême droite. Les mêmes n'ont jamais cherché à savoir quelle plume, humaine ou numérique, avait rédigé, par exemple, les livres d'un

Jordan Bardella ou de divers auteurs à succès.

Quant à évoquer des gens talentueux, bien avant l'invention de l'IA des écrivains reconnus n'ont pas rédigé eux-mêmes des parts entières de leurs œuvres. Alexandre Dumas est connu pour avoir fait rédiger plusieurs de ses romans par des « nègres ». L'Américain James Michener, auteur prolifique, disposait d'une petite armée de sous-traitants pour rédiger ses textes.

Dans cette société où tout se vend et s'achète, ce qui préside à la publication et la promotion d'un ouvrage et explique que certains écrivains soient mis dans la lumière quand d'autres restent des inconnus, n'est pas leur talent personnel, ou pas toujours. Ce qui compte est d'abord la puissance des maisons d'édition. Ce n'est pas un hasard si le prix Goncourt, l'un des plus prestigieux et celui qui permet de multiplier les ventes d'un livre par dix ou quinze, est monopolisé par une poignée de grands éditeurs. Leur motivation est évidemment le profit qu'ils escomptent en commercialisant des livres pouvant se vendre en masse parce qu'ils collent à l'air du temps. Une telle création littéraire, dans le monde capitaliste, n'a souvent pas besoin du secours de l'IA pour être tout à fait artificielle.

Xavier Lachau



HELLO

## HLM : victimes de l'austérité budgétaire

Lors du congrès des HLM qui s'est tenu du 22 au 24 septembre, un plan d'adaptation aux fortes chaleurs a été présenté.

44 % des HLM sont dépourvus de volets et 97 % d'un ventilateur. Il a été annoncé que les travaux seraient réalisés d'ici à l'été prochain, au moins dans les régions les plus chaudes et les grandes villes, afin d'installer des volets et un ventilateur au plafond dans la pièce principale de chaque appartement.

Les dépenses ont été chiffrées de 3 175 à 4 000 euros par logement, 8,6 milliards d'euros au total. La Caisse des dépôts, principale banque à laquelle empruntent les HLM, devrait assurer la majeure partie du financement, en augmentant de 3 000 euros par logement le montant des prêts qu'elle propose déjà pour la rénovation des passoires thermiques. Autrement dit, si la promesse se réalise, ce sont les locataires qui

auront à rembourser par des augmentations de loyers cet emprunt auquel s'ajoutent les intérêts. La charge financière liée à la dette se monte déjà, pour les HLM, à 9,9 milliards d'euros par an, loin devant les 3,6 milliards d'euros consacrés à l'entretien des bâtiments.

Le ministre du Logement, Vincent Jeanbrun, a passé deux jours entiers au congrès, se présentant comme « un enfant du logement social ». Mais s'il a cherché à soigner son image, il est venu les mains vides. Le gouvernement n'a pas prévu d'investir dans la construction afin de réduire la pénurie de logements. Les 2,9 millions de demandeurs inscrits sur les listes d'attente ne sont pas près de trouver un toit dans le parc HLM.

J. S.



UNHCR

Haïti, le vrai scandale.

## LP Arthur-Rimbaud – La Courneuve : mobilisation et intervention policière

Au lycée professionnel Arthur-Rimbaud de La Courneuve, en Seine Saint-Denis, quelques élèves ont tenté de bloquer le lycée jeudi 24 septembre.

Étant trop peu nombreux, ils ont décidé de préparer calmement des pancartes avec leurs revendications, quand la police est venue les contrôler de façon agressive, et a interpellé l'un d'entre eux, relâché quelques heures plus tard. Toute la journée a été marquée par les discussions sur l'intervention de la police, qui a choqué

lycéens et enseignants.

Le lendemain, les jeunes étaient beaucoup plus nombreux à se réunir avant 8 heures devant le lycée, rassemblant des poubelles pour bloquer l'entrée, sans empêcher ceux qui le voulaient d'aller en cours.

Les lycéens dénoncent les emplois du temps surchargés qui font que certaines journées de cours

durent de 8 heures à 18 heures, avec plusieurs heures de trou dans l'emploi du temps. Le lycée est trop petit, et il n'y a souvent pas de salle disponible pour qu'un professeur déplace son cours, même s'il est libre en même temps que ses élèves. Les espaces permettant d'accueillir ceux qui n'ont pas cours sont trop étroits, et ne peuvent pas contenir tout le monde.

Il manque du personnel en restauration, et les

élèves dénoncent des repas de mauvaise qualité, malgré les efforts du personnel. L'après-midi il fait beaucoup trop chaud dans les classes, et les élèves qui étaient déjà dans l'établissement l'année dernière savent qu'il y fait froid en hiver, et qu'il pleut dans certaines salles.

Alors que les élèves criaient des slogans, brandissaient des pancartes, certains ont mis le feu à une poubelle, et quelques

mortiers d'artifice ont été lancés. Cela a été le prétexte à l'intervention de la police, qui a de nouveau interpellé plusieurs lycéens. Ceux-ci se sentent à juste titre maltraités par l'Éducation nationale, qui les place dans des conditions d'étude dégradées, mais aussi méprisés et traités comme des délinquants par la police, alors qu'ils ne font qu'exprimer leur révolte bien légitime.

Correspondant LO

## Mayotte : la préfecture fabrique des sans-papiers

À Mayotte, des secteurs entiers de l'économie ne fonctionnent que grâce au travail de dizaines de milliers de travailleurs originaires des Comores, de Madagascar ou d'Afrique de l'Est, que ce soit dans l'agriculture, la restauration, le tourisme, la grande distribution ou le ramassage des déchets.

Bien que nombre de ces travailleurs soient en situation régulière, l'engorgement du bureau des étrangers chargé du renouvellement des titres de séjour est tel, faute de personnel suffisant, qu'ils se retrouvent du jour au lendemain en situation de clandestins pouvant être à

tout moment expulsés du territoire. Du coup, des patrons se plaignent d'une situation critique, les retards administratifs menaçant l'activité économique.

De son côté, pour le nouveau préfet Frédéric Poisot : « Les étrangers entrés illégalement n'ont qu'un avenir

à Mayotte, c'est partir. » De même que l'ancien Premier ministre récemment de passage dans l'île, Édouard Philippe, ou que Marine Le Pen, il agite le poison nationaliste et emboîte le pas aux quelques dizaines de manifestants qui bloquent régulièrement l'accès au bureau des étrangers pour tenter d'intimider les immigrés et de les pousser à quitter Mayotte.

Incapables, irresponsables, gouvernants et dirigeants politiques ne maîtrisent rien, mais ne cessent



MARTINE GACHET AFP

de saccager la société et d'aggraver les conditions d'existence des classes populaires, de quelque origine qu'elles soient. Alors ils voudraient bien que la colère de la population contre le sous-développement du territoire, dont gouvernement et patronat

sont les seuls responsables, se tourne plutôt contre les migrants !

Mais les travailleurs, les jeunes, tous ceux qui sont privés d'emploi, n'ont aucun intérêt à se laisser ainsi manipuler.

**Charlotte Dauphin**

## Migrants : les frontières tuent

Les traversées de la Manche se multiplient ces temps-ci, en raison d'une météo favorable. Au moins cinq personnes sont mortes en moins d'une semaine.

Lundi 28 septembre, une bousculade dans une embarcation surchargée de 105 passagers a provoqué la mort de trois migrants, dont un enfant d'une dizaine d'années.

Le nombre de morts dans la Manche s'élève à 22 depuis le début de l'année, il était de 29 en 2025. Et il

ne s'agit là que des chiffres officiels.

Face à ces drames, la réaction des autorités est toujours la même : accuser les passeurs, les migrants eux-mêmes, ou encore ceux qui leur portent assistance. La maire de Calais réclame qu'un « délit de séjour irrégulier » soit institué, le préfet

du Pas-de-Calais pointe la responsabilité des trafiquants... S'appuyant sur ces réactions officielles, des activistes d'extrême droite de part et d'autre de la Manche s'en prennent désormais de plus en plus ouvertement aux migrants, voire aux sauveteurs qui leur prêtent secours.

Pour intercepter et renvoyer les migrants avant qu'ils ne touchent les côtes britanniques, des moyens

considérables sont déployés. L'agence Frontex, dont l'ancien directeur a été accusé d'exactions contre des migrants en 2022, a envoyé début septembre deux patrouilleurs supplémentaires dans la Manche. En ces périodes de disette budgétaire, le budget de l'agence a augmenté à près d'un milliard d'euros, et ses effectifs devraient passer de 2 500 à 10 000 employés en 2027.

Hérissier les frontières de troupes et de moyens militaires n'empêchera pas les migrants de tenter la traversée. Par contre, cela la rend plus dangereuse. Les bateaux partent de plus loin, parfois de Normandie, pour éviter les patrouilles, augmentant ainsi les risques pour les migrants. Gouvernements et dirigeants politiques sont directement responsables de ces morts.

**Camille Paglieri**

## Arrêts maladie : la dernière du Medef

Un cran au-dessus du ministre du Travail, qui prévoit de s'attaquer davantage encore aux arrêts maladie, Patrick Martin, dirigeant du Medef, aspire à ce que les arrêts courts ne soient plus remboursés du tout.

Interviewé le 22 septembre sur France 2, Martin, outre sa charge au Medef, est lui-même patron de l'entreprise Martin Belaysoud dont le travail des employés, au fil des générations, l'a placé à la tête d'une fortune de 400 millions d'euros.

C'est du haut de son tas d'or qu'il s'est permis de suggérer d'aller plus loin dans les attaques car il voit bien, lui, « qu'il y a un nombre d'arrêts maladie de courte durée qui augmente d'une manière parfois suspecte » !

Alors, le ministre qui propose de faire des économies sur les travailleurs malades, c'est bien, mais insuffisant, commente-t-il, car les économies seront

faites sur le budget de l'État. « Si c'est pour faire supporter aux entreprises et aux salariés, à travers les complémentaires santé, ce que l'Assurance maladie de base ne prendrait plus en charge, ça ne va pas. »

Et Martin de réclamer que certains arrêts maladie courts ne soient plus indemnisés du tout, ni par la Sécurité sociale ni par les complémentaires. « Là, ça aura un effet comportemental », ose-t-il même.

Autrement dit, selon Martin, un travailleur



malade qui reçoit un arrêt médical pour se soigner fait preuve d'un comportement paresseux, et ne mérite que d'être privé de salaire, les jours de carence ne suffisant pas à le châtier.

Cet esclavagiste en costume trois pièces est visiblement malade : il devrait prendre un arrêt...

**Viviane Lafont**

## Dassault : chasse aux espions

Le Parisien du 26 septembre publiait un article au titre accrocheur, sur une page entière : « Sabotage sur le Rafale ».

À la lecture de cet article, reposant entre autres, sur deux incidents mineurs à l'usine de Cergy, n'ayant rien à voir avec un quelconque acte de sabotage, on ne pouvait que s'interroger sur sa finalité. En fait, il coïncide avec les déclarations de Macron, qui dit « préparer un plan de protection de nos infrastructures critiques, ainsi que de nos sites les plus sensibles de notre base industrielle et technologique de défense ». Le quotidien, ainsi que les chaînes de télévision qui relaient cette propagande, apportent leur pierre à une opération d'embrigadement de la population.

L'article utilise des termes alarmistes, sans aucun fondement, tels que : « opération de

déstabilisation, visant un fleuron de la défense française », « atteinte à la sûreté de l'État », alors même que la gendarmerie a abandonné ce genre de piste, reconnaissant de simples problèmes internes à l'entreprise et excluant tout acte de sabotage.

C'est d'autant plus scandaleux qu'un travailleur de l'usine Dassault de Cergy s'est ainsi retrouvé en garde à vue avant d'être rapidement relâché et de retrouver son poste de travail. Au printemps dernier, c'était un intérimaire, porteur de lunettes numériques, qui avait été arrêté de manière démonstrative au sein même de l'usine. Présenté comme un espion sur la chaîne TF1, il avait été relâché, sans charge, le soir même... mais tout de même licencié pour l'exemple !

**Correspondant LO**

## Brico Dépôt : assez des bas salaires !

Samedi 26 septembre, plusieurs dizaines de magasins Brico Dépôt ont été touchés par un appel à la grève. Salaires bloqués, primes en baisse, conditions de travail dégradées et départs non remplacés : les raisons de la colère ne manquent pas.

Brico Dépôt appartient au groupe Kingfisher, géant européen du bricolage, qui possède aussi Castorama et Screwfix. Pour les actionnaires, tout va bien : plus de 500 millions d'euros leur ont été distribués l'an dernier en dividendes et rachats d'actions. Le 21 septembre, l'annonce des résultats semestriels 2026 a même fait bondir l'action de 10 % en une journée.

Pour les salariés, c'est une autre histoire. Au printemps, l'annonce d'une hausse des salaires de seulement 1 %, accompagnée d'une baisse de la prime d'intéressement, a été la goutte de trop. Le 26 juin, des salariés d'une quarantaine de magasins ont fait grève, bien souvent pour la première fois.

Alors que les prix flambent, les salaires restent au ras du smic. Après vingt ans d'ancienneté, un vendeur ne gagne que 37 centimes de plus que le smic... brut ! Pour beaucoup, ce sont 400 à 500 euros qui manquent chaque mois sur les fiches de paie.

À cela s'ajoute la nouvelle organisation du travail : polyvalence imposée, plannings calculés par algorithme selon l'affluence. Fini le travail dans un rayon que l'on connaît : il faut désormais courir entre quatre ou cinq rayons. Finies les journées fixes en équipe : certains jours, il faut venir travailler plus de 10 heures. Des salariés ont rebaptisé ce système dit NMO : « Nouvelle Merde Organisationnelle ». Et avec



DR

les départs non remplacés, les effectifs fondent. À Trélissac, en Dordogne, par exemple le magasin est passé de 70 à 55 salariés en quelques années.

Même minoritaire, cette grève du 26 septembre a été une première pour beaucoup et une fierté. Sur les

parkings, des clients, artisans ou particuliers ont été nombreux à témoigner de leur soutien. Eux aussi ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts et sont bien placés pour comprendre la colère des grévistes de Brico Dépôt.

**Correspondant LO**

## SNCF Normandie : la direction déraile

Mercredi 23 septembre, les conducteurs de TER de Normandie (Caen, Sotteville et Le Havre) ont arrêté le travail après le signalement par l'un d'entre eux d'une éclisse cassée sur la voie entre Caen et Rennes.

Pour la SNCF Réseau, il s'agissait d'un «non-incident». C'est pourtant le basculement d'une pièce de ce

type, qui assure la bonne liaison entre deux rails successifs, qui était à l'origine de l'accident de Brétigny



L'éclisse cassée qui aurait pu provoquer un accident.

en 2013, où sept personnes avaient trouvé la mort et des dizaines avaient été blessées.

Les cheminots étaient déjà sous le choc du déraillement d'un TER, le 11 septembre à Cléon. Le conducteur et sa motrice s'étaient retrouvés dans les bois à côté des rails et 44 voyageurs avaient été blessés dont un gravement. En janvier, c'était cette fois un train de marchandises qui avait déraillé entre Cherbourg et Caen, sans faire de victimes mais en détruisant près de 500 mètres de voie.

Sur la région Normandie l'infrastructure a un âge moyen de 28 ans et 30 % des appareils de signalisation ont dépassé leur durée de vie

prévue. Il n'y a plus qu'une dizaine de travailleurs pour assurer la surveillance et l'entretien des 1 545 km de voies. De plus en plus de travaux sont sous-traités et la multiplication d'entreprises différentes intervenant sur les chantiers augmente les risques.

Les cheminots dénoncent le manque d'entretien du réseau et le sous-effectif alors que l'entreprise annonce des bénéfices de 1,2 milliard d'euros pour le premier semestre 2026. Les travailleurs du secteur ont décidé de reprendre la circulation avec une vitesse réduite de 20 km/h pour protéger leur vie et celle des voyageurs.

**Correspondant LO.**



## Dans les bulletins Lutte ouvrière

### Vive les collègues de Paris 15

Après avoir imposé une expertise à la direction, les collègues de Paris 15 étaient de nouveau en grève mercredi dernier.

La direction manœuvre pour passer sa réorganisation en force avant même que le tribunal ne se prononce. Avec cette attaque, c'est une quarantaine de collègues qui se retrouveraient en trop, sans possibilités d'avoir une tournée.

Cette grève montre la résistance des collègues de Paris 15 et la voie à suivre pour tous les postiers parisiens.

*La Poste Paris Brune*

### Tolérance intéressée

Sur les voies classiques, dans le réseau Est comme dans les autres, on constate une dégradation importante suite aux canicules et à la sécheresse.

Des alertes ont été données mais la direction a retourné que ça restait dans les tolérances.

En même temps, ça nous aurait franchement étonné qu'elle s'en inquiète vraiment.

*Sncf Paris-Est*

### La marche est trop haute ?

Le prestataire en charge de la gestion du magasin et de la réception nous annonce que l'on serait trop nombreux à travailler, pour que cela lui soit rentable... Mais s'il reste, c'est qu'il doit bien y faire son beurre, non ?

Et s'il veut gagner davantage, qu'il s'adresse donc à Dassault plutôt qu'à nous qui travaillons à l'enrichir.

*Dassault - Cergy*

### Ils sont gonflés

À Colomiers au dépôt de bus, la direction se défoule : elle rappelle que pour manger c'est 20 mn pas plus. Qu'il faut commencer le boulot dès qu'on arrive, sans passer par la machine à café, et ne pas partir avant l'heure. Qu'il faut arrêter de prendre des pauses. Que c'est à cause de tout cela qu'il y a trop de bus en panne ! Ils savent très bien que ce ne sont pas quelques minutes de pause en moins qui vont remplacer les embauches nécessaires, la formation et un outillage adapté. Mais ils espèrent que leurs menaces et leurs pressions nous intimident et nous fassent taire. Il y en a qui osent tout.

*Tisseo*

## Gardes d'enfants : aide en baisse

Depuis septembre 2025, le gouvernement a modifié le calcul de l'aide à la garde d'enfants. L'objectif était prétendument de « mieux soutenir les familles modestes ». Le résultat est inverse.

Selon l'Unaf, l'Union nationale des associations

familiales, avec le nouveau mode de calcul, 55 % des familles sont perdantes, parfois jusqu'à 150 euros par mois et « la grande majorité de ces perdants appartient aux classes moyennes ou modestes et inclut beaucoup de familles monoparentales ».

La conséquence est soit une amputation des revenus, soit l'abandon d'heures de garde au détriment de l'activité professionnelle. Autre conséquence : selon une enquête du Syndicat professionnel des assistants maternels et assistants familiaux, près

d'une assistante maternelle sur cinq a déjà perdu des contrats depuis l'adoption du nouveau mode de calcul. C'est grave avec un salaire minimum conventionnel qui est depuis le 1<sup>er</sup> juin de 4,20 euros brut par heure, le tiers du smic.

**Christian Bernac**

## Métropole de Grenoble : une mobilisation qui a payé

**À Grenoble, 150 travailleuses et travailleurs, avec leurs enfants, et parmi eux de nombreux livreurs à vélo, ont enfin obtenu d'être tous relogés après dix mois de lutte.**

Ils occupaient deux salles des locaux de la Métropole de Grenoble depuis le 25 novembre 2025 après avoir été expulsés d'un squat tenu par des marchands de sommeil dans des logements sociaux vacants.

Forcés pendant dix mois de vivre dans une grande promiscuité, dans des conditions d'hygiène et de vie difficiles, ils n'ont jamais désarmé : ils se sont organisés, ont pris toutes leurs

décisions après des discussions en assemblée générale. Ils ont géré le ménage, la cuisine, les enfants, les naissances, les maladies... et les arrestations par la police, tout en continuant à travailler. Tous sont restés solidaires et mobilisés... jusqu'à ce que toutes les familles aient retrouvé un toit.

Accompagnés dès le début par le DAL, l'association pour le droit au logement,

et rapidement par de nombreuses associations et syndicats, ils ont enchaîné les manifestations, les conférences de presse, les interventions auprès des élus... et finalement, ont obtenu, de haute lutte, que toutes les familles soient aujourd'hui relogées... Ils ont non seulement lutté pour leurs droits mais sont allés soutenir d'autres luttes dans l'agglomération, par exemple celle contre les licenciements à l'usine Teisseire.

Samedi 26 septembre, ils ont décidé de fêter cette victoire en manifestant une nouvelle fois contre toutes les expulsions, pour un toit pour tous, pour l'application de la loi de réquisition des logements vides, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour le droit de tous à mener une vie digne. Et ils continueront le combat pour ces droits élémentaires.

Alors bravo à toutes celles et ceux qui ont mené cette lutte ou qui l'ont soutenue. Ils travaillent ici, ils vivent ici, ils restent ici !

**Correspondant LO**



## Schneider Electric – Poitiers : les emplois sacrifiés

**Le groupe Schneider Electric a annoncé la fermeture, pour mars 2028, de son usine proche de Poitiers, qui fabrique des tableaux et des contacteurs électriques.**

Cent quarante-cinq travailleurs sont plongés dans l'incertitude du lendemain et ce ne sont pas les deux propositions de reclassement qui leur seront faites pour rejoindre d'autres sites du groupe (dont le plus proche, est à Angoulême, à 120 km) annoncées par les patrons, qui vont les rassurer.

La loi, mise en vigueur en 2003 par le gouvernement de droite, fait mine de répondre à la colère soulevée à l'époque par une vague de suppressions d'emplois et impose à de tels groupes l'obligation de proposer des reclassements dans d'autres sites. En réalité, elle ne les contraint à rien et les reclassements se concluent souvent par des licenciements secs car les familles

ne peuvent déménager à l'autre bout du pays au gré des vicissitudes de la course au profit des actionnaires..

Avec une moyenne d'âge de 43 ans et une vie construite dans la Vienne, les travailleurs de l'usine de Poitiers sont poussés vers la sortie au prétexte de « renforcer (la) compétitivité » d'une multinationale qui est loin d'être sur la paille. Elle affiche pas moins de 2,5 milliards d'euros de bénéfices pour le seul premier semestre 2026, en hausse de 30 % par rapport à 2025, et dispose d'une trésorerie de 1,6 milliard, en forte hausse. Mais les actionnaires, jamais rassasiés, parmi lesquels les fonds d'investissement Blackrock et Sun Life, empocheront

2,411 milliards d'euros de dividendes pour les six premiers mois de 2026. C'est une fortune qui vient du vol de la richesse créée par les 160 000 travailleurs du groupe à travers le monde.

Grâce au soutien des politiciens de droite comme de gauche, les sites localisés en France sont gavés d'argent public au prétexte soit du développement de « l'industrie du futur » pour la numérisation, soit de la décarbonisation des usines, soit au titre du crédit impôt recherche, etc., sans omettre la baisse des impôts de production au motif de la relocalisation d'usines en France.

L'effectif du site poitevin est passé de 300 à 145 travailleurs en peu d'années, et ces derniers ne pourront compter que sur leur détermination pour défendre leur avenir.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent Étudier, option exploitation

La Normandie produit des huîtres et des moules dans le cadre de cultures qui ne deviennent complètement accessibles qu'à marée basse, surtout lors des grandes marées, quand la mer se retire plus loin, pendant des périodes de quatre à huit jours, deux ou trois fois par mois.

Il y a alors besoin de beaucoup de travailleurs, mais, même si cela correspond finalement à 10 ou 15 jours chaque mois, les patrons des entreprises productrices ne veulent absolument pas en embaucher suffisamment à l'année. Ils embauchent donc souvent des mineurs, des étudiants : c'est mon cas, je le fais chaque été avec des amis. Les salaires sont toujours très bas, à l'heure et sur peu d'heures, même si certaines entreprises offrent des moules.

Les patrons ne prennent guère de précautions. Les ouvriers sont transportés du dépôt à la mer sur une remorque de tracteur qui n'est en fait qu'un grand plancher sur des roues, généralement sans barrière à laquelle s'accrocher. En fin de session, quand la mer remonte, il faut partir rapidement. Pourtant, surtout dans les entreprises qui paient à la journée, les patrons poussent à rester le plus longtemps possible. Le tracteur finit à moitié submergé ; parfois enlisé, alors que nous,

debout dans l'eau, on en a jusqu'aux épaules. D'où l'inquiétude quand l'eau arrive déjà à la moitié des roues et qu'on n'est toujours pas repartis.

Crème solaire, eau : c'est débrouillez-vous. Mon entreprise n'a pensé à nous donner de l'eau qu'une fois qu'un employé a frôlé le malaise.

Nos vêtements finissent par être déchirés contre les cordes à moules et les poches à huîtres, car il faut être titulaire pour avoir droit à un – mauvais – ciré. Pour les équipements de sécurité c'est pareil : il y a un gilet de sauvetage... pour toute l'équipe du bateau !

En effet, sur site, il arrive qu'on travaille sur un petit bateau, qu'on manœuvre le long des lignes de poteaux (les bouchots), pour mettre les filets qui protègent les moules. Le patron a trouvé le moteur idéal pour cela : les bras de mes camarades, deux travailleurs tirant sur les poteaux pour maintenir et faire avancer le bateau, pendant que les derniers mettent les filets.

Tout cela crée bien des situations d'accidents, qui vont de la chute du bateau à l'écrasement des pieds par la remorque voire le tracteur, car il ne s'arrête jamais même quand on doit travailler le long de son trajet.

**Un lecteur de la Manche**



# RER Île-de-France : air chaud et argent frais

Cet été, et jusqu'à fin septembre, des millions de voyageurs ont subi les fortes températures dans le RER, entassés dans des rames le plus souvent sans climatisation.

Ce fut en particulier le cas pour les lignes B et D, qui desservent les banlieues Nord et Sud, regroupant une grande partie des classes populaires de la région. Des vidéos catastrophiques témoignaient de quais saturés, de voyageurs ayant dû abandonner les rames arrêtées dans des conditions de températures insupportables, en marchant le long des voies. Canicule après canicule, les cheminots et tous ceux qui travaillent près des voies ont dû aussi subir des températures pouvant aller

jusqu'à 60 °C. Comment en est-on arrivé là ? La région, l'État et la SNCF se sont savamment rejetté les responsabilités au fil du temps tout en sachant bien que les canicules se multiplient et sont plus intenses depuis des années. Le RER B fonctionne avec un matériel qui date d'un demi-siècle : les noms des rames, MI79 et MI84 indiquent les dates. 130 rames de RER B sur les 154 seraient équipées d'un système de « ventilation mécanique forcée réfrigérée » ... qui n'est pas une climatisation.

Ce système refroidit de quelques degrés seulement l'air pris à l'extérieur... quand il fonctionne. Chaque jour, près d'un million de travailleurs ont pu constater que ce n'était que rarement le cas. Dès qu'il fait chaud, les malaises se multiplient, les retards et le stress aussi... En 2018 seulement, un plan a été lancé par Île-de-France Mobilités pour remplacer ce matériel par des rames climatisées. Un appel d'offres a suivi pour savoir lequel des groupes capitalistes, Alstom et Bombardier notamment, allait pouvoir profiter de cette grosse commande publique. Deux ans après, Île-de-France Mobilités a lancé une commande de 2,5 milliards d'euros



IDF MOBILITÉS

Sur le RER B, une rame MI84 rénovée... en 2020.

pour des rames qui s'appelleront MI20. Les industriels se sont longuement disputé le marché, quitte à faire traîner l'affaire. Ces MI20 sont finalement produites par Alstom-CAF, un consortium franco-espagnol. Les livraisons ont été reportées à plusieurs reprises, pour 2025, et finalement fin 2028 voire 2029. Les classes populaires

auront attendu un demi-siècle pour que leurs rames soient adaptées aux conditions climatiques actuelles. Faudra-t-il attendre ensuite le 22<sup>e</sup> siècle, pour le prochain changement ? Les milliards d'argent public engrangés par Alstom et autres capitalistes, eux, ne se sont pas fait attendre.

Charles Legoda

## SFR : première mobilisation

Selon les syndicats, un tiers des 8 000 travailleurs de SFR ont fait grève le 24 septembre, et se sont rassemblés au siège parisien ainsi qu'à ceux des directions régionales.

Ils ne veulent pas être les laissés pour compte du rachat de SFR par Bouygues, Free et Orange, les trois autres opérateurs des télécoms. Pour l'avenir des tra-

vailleurs, y compris pour les 3 200 salariés de la filiale Altice Technical Services, qui n'est pas incluse dans l'opération, pour ceux qui travaillent dans la sous-traitance, rien n'est

précisé dans l'accord signé le 6 juin dernier entre SFR et les trois repreneurs, ou du moins dans ce qui en a été rendu public. La seule certitude est que leur gagne-pain est menacé. Depuis, quelques informations ont filtré, selon lesquelles Bouygues Telecom devrait reprendre 2 385 salariés de SFR Bu-

siness, Orange 235 et Free 53, pendant que d'autres basculeraient dans une nouvelle structure provisoire cogérée par les trois repreneurs sans garantie d'emploi quand celle-ci disparaîtra. L'incertitude pèse aussi sur les 2 000 travailleurs employés dans les boutiques SFR ; ceux des réseaux franchisés se-

raient carrément laissés pour compte. Pourtant, les repreneurs n'ont pas eu de problème pour mettre sur la table plus de 20 milliards d'euros. De l'argent, ils en ont et les travailleurs, qui ont déjà fait la fortune d'un Patrick Drahi, ont bien raison de ne pas se laisser faire.

Jean Sanday

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements                      | Lutte ouvrière |       | Lutte de classe |
|--------------------------------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination                                | 6 mois         | Un an | Un an           |
| France, Outre-mer                          | 25 €           | 50 €  | 18 €            |
| Outre-mer avion                            | 33 €           | 65 €  | 20 €            |
| Reste du monde                             | 43 €           | 85 €  | 25 €            |
| Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande. |                |       |                 |

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Vidéos [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
Audio-LO [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Climat: “Moins d'actionnaires, plus de Canadair !”

**Samedi 26 septembre, les manifestations « pour le climat, pour le vivant, pour la paix, pour la justice sociale » ont été très nombreuses.**

De Paris à Amiens en passant par Lyon ou Brive-la-Gaillarde, 260 rassemblements ont réuni quelque 120 000 personnes.

Entre les classiques « La planète, vous la voulez bleue ou bien cuite ? » et autres « On est plus chauds que le climat », de nombreux manifestants dénonçaient la responsabilité du capitalisme dans le réchauffement

climatique. Depuis plus de 35 ans, les rapports du groupe d'experts sur l'évolution du climat, le GIEC, alertent des risques que le réchauffement fait peser sur la planète et l'humanité.

Ces risques étaient même connus depuis les années 1970 et avaient donné lieu à une mobilisation intense... des géants du pétrole, Exxon en tête, pour organiser et

financer une campagne de désinformation. À l'image des trusts du tabac, les compagnies pétrolières avaient « leurs experts », scientifiques rétribués, pour affirmer que tout allait bien et que l'économie pouvait continuer à carbrer au pétrole.

Les mensonges des capitalistes pollueurs ne datent pas du dernier incendie et sont couverts par des dirigeants qui, lorsqu'ils ne mettent pas carrément en doute la réalité du phénomène, font mine de le redécouvrir après chaque catastrophe.

Ainsi, en 2022, quelques mois après que les flammes eurent ravagé la Gironde, Macron osait cette question : « Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires ? ». Quatre ans plus tard, face à des incendies encore plus dévastateurs, son gouvernement affirmait faire le maximum.

Rien n'était prévu non plus pour faire face aux



STEVEN PLANCHARD HANS LUCAS VIA AFP

conséquences des canicules à répétition, à la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires qu'elles ont entraînée et aux 7 300 victimes qu'elles ont provoquées. Comme le dénonce le Mouvement du 26 septembre qui appelait à la mobilisation, le gouvernement a préféré rogner sur le Fonds vert, utilisé par les communes pour la transition écologique, par exemple pour isoler des écoles, végétaliser des cours de récréation, etc. Déjà dérisoire, son budget de 2,5 milliards d'euros a

été ramené à 837 millions, tandis que celui des armées augmentait de 6,7 milliards pour une seule année.

L'été a montré que même pour arracher des moyens élémentaires – camions de pompier et canadairs, pièces rafraîchies dans les écoles ou volets aux fenêtres des HLM – il faudra se battre.

Pour faire vraiment tomber la fièvre du climat, c'est à une autre échelle qu'il faudra poser le problème, en contestant l'ordre social et économique qui la fait grimper.

**Nadia Cantale**

## Aide humanitaire : diminution dramatique

« La protection [des réfugiés] ne peut être réduite indéfiniment sans provoquer l'effondrement des systèmes. En deçà d'un certain seuil, les services ne se contentent pas de toucher moins de personnes : ils peuvent cesser totalement de fonctionner, laissant les plus vulnérables sans la protection dont ils ont besoin. »

Cette dénonciation émane de Dominique Hyde, directrice des relations extérieures du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) le 29 septembre, à l'occasion de la publication du rapport de l'organisation.

Selon le HCR, la baisse de l'aide internationale menace plus de huit millions de réfugiés et de déplacés. Fin juillet 2026, il n'avait reçu que 32 % des 8,5 milliards de dollars nécessaires pour l'année.

L'aide aux réfugiés, comme l'ensemble de l'aide internationale, dépend en très grande partie des contributions des pays riches, que ceux-ci ne cessent de réduire.

Trump a annoncé à plusieurs reprises des milliards de dollars de coupes dans les budgets d'aide. Mais les États-Unis ne sont pas les seuls à les diminuer.

L'Allemagne a réduit son budget d'aide humanitaire d'urgence de plus de 50 % en 2025, tout comme le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et la Belgique. Et ce, alors que le nombre de personnes réfugiées ou déplacées qui auraient besoin d'une

protection, se maintient à des niveaux qualifiés d'« historiquement élevés » par l'ONU.

6,4 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide humanitaire et près de 1,5 million ont été déplacés, chassés par la misère et les gangs.

Depuis le début de l'année, plus de 55 000 Soudanais ont fui l'intensification des combats au Darfour en rejoignant l'est du Tchad, qui accueille déjà près d'un million de réfugiés soudanais. En Somalie, les 35 années de conflit armé et le choc climatique qui entraîne une sécheresse extrême, ont ravagé le pays. Au Yémen, la guerre, menée par L'Arabie saoudite avec la complicité des pays impérialistes, a entraîné le déplacement de 120 000 nouveaux réfugiés. Et que dire de la situation des Palestiniens qui ont dû se déplacer à plusieurs reprises, et sont contraints de survivre dans les ruines, privés de tout à Gaza. Et la liste est bien plus longue.

Ces aides, les pays impérialistes ne les déboursent de toute façon pas sans arrière-pensée : elles servent de moyens de pression sur les États qui les reçoivent.

Mais surtout, ce ne sont que quelques pièces jetées à des pays qu'ils enfonce dans la misère et le chaos, dont les populations fuient les bombes fabriquées aux États-Unis ou en France, pour défendre une société barbare.

**Aline Retesse**

## Macron : des Rafale au pays de l'or noir

**Au cours de son interview télévisée du jeudi 24 septembre, Macron a une nouvelle fois désigné la Russie comme menant une « guerre hydride » contre la France et l'Europe... et annoncé en fait une nouvelle guerre.**

Des soldats, des radars et des systèmes de défense seront envoyés en Arabie saoudite pour protéger Yanbu, grand terminal pétrolier sur la mer Rouge qui serait menacé notamment par les Houthis du Yémen. L'objectif affiché serait de sécuriser les exportations de pétrole pour éviter de nouvelles hausses des prix.

En réalité, l'annonce de Macron est dans la continuité de la présence militaire française dans le Golfe. Ainsi une base est installée aux Émirats arabes unis depuis 2009. Dès décembre 2023, une frégate française était engagée en permanence en mer Rouge. À partir de février 2024, la France a participé à l'opération européenne Aspides, avec

plusieurs frégates, pour protéger le trafic maritime contre les Houthis.

Au printemps 2026, après le déclenchement de la guerre contre l'Iran, Macron avait encore renforcé le dispositif : Rafale, systèmes antiaériens, radars aéroportés, frégates et porte-avions Charles-de-Gaulle. Des avions français sont sortis quotidiennement contre les drones et les missiles iraniens menaçant le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis, ainsi que d'autres pays de la région.

La visite du prince héritier et dirigeant de fait de l'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, à Paris fin août, avait été l'occasion d'évoquer, outre un possible parc d'attractions Dragon

Ball en région parisienne, un renforcement de la coopération de défense « dans l'armement et la formation ». La grande « démocratie française », si prompt à dénoncer le « régime autoritaire » de Poutine, n'a aucun scrupule à renforcer sa coopération avec la monarchie saoudienne, où le nombre d'exécutions capitales atteint des records et qui emprisonne ses opposants, voire les assassine sauvagement comme le journaliste Jamal Kashoggi, étranglé, torturé puis découpé en morceaux en octobre 2018.

Alors que Trump a refusé d'intervenir pour aider l'Arabie saoudite mise en difficulté par les Houthis, le petit impérialisme français semble vouloir en profiter pour tenter de placer ses pions.

On ne connaît pas l'ampleur du dispositif qui sera réellement déployé à Yanbu. Comme à chaque fois, l'opération est présentée comme strictement « défensive », limitée, destinée à empêcher l'extension de la guerre, mais l'intention évidente est de gonfler encore un peu plus la présence militaire française dans une région explosive, en ajoutant de nouvelles possibilités d'escalade.

**Lucas Pizet**



PARLONS POLITIQUE